

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

Distr. générale
9 janvier 2003
Français
Original: anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 32^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 10 décembre 2002, à 15 heures

Président : M. Sharma. (Népal)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 111 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (*suite*)

Point 112 de l'ordre du jour : Budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003
(*suite*)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/C.3/57/L.16/Rev.1 : Activités futures de l'Institut international de recherche
et de formation pour la promotion de la femme (*suite*) (A/57/7/Add.18;
A/C.5/57/24)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.7 :
Instance permanente sur les questions autochtones (*suite*) (A/57/7/Add.19;
A/C.5/57/26)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.27 :
Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (*suite*)
(A/57/7/Add.21; A/C.5/57/30)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.48 :
Situation des droits de l'homme au Myanmar (*suite*) (A/57/7/Add.23;
A/C.5/57/27)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un
membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de
la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels
(bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du
compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour
chaque commission.

02-73117 (F)



Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.20 :
La situation en Amérique centrale : moyens d'établir une paix ferme et durable et progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (*suite*) (A/57/7/Add.20; A/C.5/57/28)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.70 :
Procès des Khmers rouges (*suite*)

La séance est ouverte à 15 h 05.

Point 111 de l'ordre du jour: Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (suite) (A/57/16, A/57/85 et A/57/636)

Point 112 de l'ordre du jour: Budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.16/Rev.1 : Activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (suite) (A/57/7/Add.18; A/C.5/57/24)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.7 : Instance permanente sur les questions autochtones (suite) (A/57/7/Add.19; A/C.5/57/26)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.27 : Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (suite) (A/57/7/Add.21; A/C.5/57/30)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.48 : Situation des droits de l'homme au Myanmar (suite) (A/57/7/Add.23; A/C.5/57/27)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.20: La situation en Amérique centrale: moyens d'établir une paix ferme et durable et progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (suite) (A/57/7/Add.20; A/C.5/57/28)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.70: Procès des Khmers rouges (suite) (A/57/7/Add.22; A/C.5/57/29)

1. **M. Yamazaki** (Japon) dit que, bien que l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2004-2005 (A/57/85) représente une estimation préliminaire des ressources qui pourront être nécessaires pendant l'exercice biennal, il importe de donner le ton juste pour le travail budgétaire qui attend la Commission.

2. Au sujet des missions politiques spéciales, la délégation japonaise est de l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(CCQAB) que les crédits qui leurs sont destinés dans l'esquisse budgétaire ne doivent pas excéder un montant brut de 170 millions de dollars, étant donné la réduction des crédits nécessaires pour les missions qui vont prendre fin ou dont le mandat sera modifié.

3. M. Yamazaki partage aussi les vœux exprimés au paragraphe 13 du rapport du Comité consultatif (A/57/636) selon lequel le niveau global des dépenses estimatives pour l'exercice biennal 2004-2005 dépendra en partie de la décision que l'Assemblée générale prendra au sujet des recommandations de la Commission de la fonction publique internationale. Cette décision se reflétera dans le projet de budget-programme.

4. L'esquisse budgétaire proposée par le Secrétaire général (A/57/85) inclut un montant de 40,5 millions de dollars pour des activités nouvelles ou élargies visant à accroître les moyens au service des objectifs fixés dans la Déclaration du Millénaire. La délégation japonaise attache de l'importance aux activités qui sont orientées vers ces objectifs mais les éléments contenus dans le rapport du Secrétaire général ne l'ont pas convaincue de la nécessité d'accorder le montant demandé et il serait donc souhaitable que le Secrétariat donne des explications supplémentaires.

5. En ce qui concerne la fourniture d'une infrastructure appropriée pour les technologies de l'information et les services communs, la délégation japonaise estime elle aussi que ces technologies et ces infrastructures doivent être portées à un niveau qui ne gêne pas l'exécution des programmes. Néanmoins, on ne dispose pas d'informations suffisantes au sujet des besoins estimatifs indiqués dans le rapport du Secrétaire général et la délégation japonaise examinera avec intérêt la question dans le contexte de le contexte du plan d'action de la technologie de l'information qui doit être soumis à nouveau par le Secrétaire général conformément à la résolution 56/239 de l'Assemblée générale.

6. Enfin, la délégation japonaise appuie les propositions du Secrétaire général tendant à ce que les programmes soient adaptés pour répondre aux nouveaux défis et au nouvel ordre de priorité de l'Organisation. Ce faisant toutefois, il conviendra de tenir compte de la nécessité de réaffecter les ressources destinées initialement à des activités moins importantes ou dépassées au profit d'activités plus urgentes lors de l'établissement de l'esquisse budgétaire. Il conviendra

aussi de tenir compte du rapport entre le niveau de budget et la possibilité de son financement par les États Membres.

7. Parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, **M. Pulido León** (Venezuela) dit que, comme il l'a déjà déclaré, il souhaite rester souple au sujet de l'emploi du peu de temps alloué à la Commission mais souhaite aussi veiller à ce que les rapports qui ont été présentés tardivement à la Commission puissent être examinés dûment. Il demande donc au Président de ne pas clore le débat consacré à l'esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005 car le Groupe des 77 et la Chine souhaitent faire une déclaration officielle à ce sujet le lendemain, avant les consultations officielles.

8. **M. Christiansen** (Danemark), parlant au nom de l'Union européenne, dit qu'il comprend parfaitement que le Groupe des 77 et la Chine aient besoin de suffisamment de temps pour définir une position coordonnée. La Commission manquant de temps, premièrement il demande si les documents restants relatifs aux incidences sur le budget-programme pourront tous être communiqués afin d'être examinés le lendemain et, Deuxièmement, il suggère que la Commission commence par traiter les questions quant au fond de manière officielle sans s'engager à prendre des décisions fermes tant que les documents restants n'auront pas été reçus et que les déclarations officielles restantes n'auront pas été prononcées.

9. **Le Président** demande au Secrétariat de le renseigner sur l'état des documents qui sont attendus par la Commission et qui concernent les incidences sur le budget-programme.

10. **M. Sach** (Directeur de la Division de planification des programmes et du budget) dit que plusieurs documents concernant les incidences sur le budget-programme attendent d'être examinés par la Deuxième Commission. L'un, qui concerne un projet de résolution sur les produits de base (A/C.2/57/L.5) ne sera pas soumis à la Cinquième Commission car il n'entraîne pas d'accroissement net de ressources et n'a pas d'incidence sur les crédits révisés pour 2002-2003. Un autre projet de résolution concernant la suite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (A/C.2/57/L.20) ne lui sera pas non plus soumis car certains des crédits qu'il nécessite seront compensés par une modification du calendrier de la Commission du développement durable si bien

qu'il n'aura pas d'effet sur les crédits révisés pour 2002-2003.

11. La Deuxième Commission a entendu un exposé des incidences, sur le budget-programme, du projet de résolution sur la question de l'appui effectif qui doit être fourni aux prolongements de la Conférence internationale sur le financement du développement (A/C.2/57/L.44) mais elle n'a pas l'intention d'examiner la question dans l'immédiat, préférant attendre d'avoir reçu un exposé écrit des incidences sur le budget-programme. Une fois que la Deuxième Commission aura achevé ses débats, le Comité consultatif sera invité à recommander à la Cinquième Commission comment faire face aux besoins financiers supplémentaires de 203 200 dollars résultant de l'adoption de ce projet de résolution. Il serait tout à fait inhabituel qu'un état des incidences sur le budget-programme soit soumis directement à la Cinquième Commission sans avoir été examiné d'abord par le Comité consultatif. La date d'examen de cette question par la Cinquième Commission devra donc être prévue en conséquence.

12. **M. Christiansen** (Danemark), parlant au nom de l'Union européenne, demande que lui soit confirmé qu'il a bien compris l'ordre dans lequel les débats auront lieu. Un paragraphe du projet de résolution dont la Deuxième Commission est saisie (A/C.2/57/L.44) semble concerner l'utilisation de ressources existantes pour certaines dépenses. Il voudrait savoir si c'est ce paragraphe qui a des incidences sur le budget-programme. Dans l'affirmative, et si le projet de résolution est adopté par la Deuxième Commission, il suppose que la question sera soumise au Comité consultatif dans la matinée du mercredi 11 décembre et à la Cinquième Commission l'après-midi du même jour.

13. **M. Sach** (Directeur de la Division de planification des programmes et du budget) dit que le projet de résolution considéré entraînerait une modification des activités du Département des affaires économiques et sociales et que les crédits pour le Département en 2003 et pour l'exercice biennal 2004-2005 devront être revus. Les ressources disponibles budgétaires et extrabudgétaires ont été examinées et l'état des incidences sur le budget-programme en tiendra compte. Le projet de résolution concerne effectivement l'utilisation de ressources existantes.

14. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit qu'il est prévu que le Comité consultatif se réunisse le lendemain matin pour examiner tout rapport concernant les incidences sur le budget-programme dont il est saisi. À moins de complications imprévues, le Comité consultatif ne pourra pas faire de rapport oral sur ces incidences l'après-midi suivant.

15. À la séance précédente de la Commission, le représentant des États-Unis a demandé pourquoi le Comité consultatif a proposé un chiffre total qui ne tient pas compte de certains facteurs essentiels, étant donné que le Secrétaire général avait l'intention de revoir si les activités de l'Organisation continuaient d'être utiles. L'explication est que l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2004-2005 n'est pas une proposition budgétaire si bien que le Comité consultatif ne lui a pas appliqué le type d'examen détaillé qui serait normal pour une proposition de budget. Les observations du Secrétaire général concernaient le budget-programme proprement dit. Il n'appartient pas au Comité consultatif de dire d'avance quels seront les résultats de l'examen auquel il soumet toutes les activités de l'Organisation. Une fois ces résultats connus, le Secrétariat indiquera les crédits qui sont nécessaires et l'impact sur le projet de budget-programme et soumettra la question au Comité consultatif. Celui-ci formulera des recommandations à l'Assemblée générale dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

16. **Le Président** dit que l'information fournie par le Secrétariat et le Comité consultatif montre que les rapports restants concernant les incidences sur le budget-programme ne seront pas communiqués avant le lendemain dans l'après-midi. Le temps manque si bien que l'on pourrait, à l'encontre de ce qui se fait d'habitude, commencer par un débat officieux sur les points en suspens avant de procéder au débat officiel, étant entendu que le Groupe des 77 et la Chine pourront faire une déclaration officielle le lendemain matin et que la Commission ne se prononcera pas définitivement tant qu'elle n'aura pas entendu cette déclaration.

17. **M. Pulido León** (Venezuela), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande si ce que le Président propose concerne l'examen des rapports restants concernant les incidences sur le budget-programme ou l'esquisse budgétaire proposée pour

l'exercice biennal 2004-2005. Dans le premier cas, il craint que la Commission n'ait tout simplement pas suffisamment d'informations pour examiner utilement ces rapports. Il souhaite faciliter plutôt que gêner les travaux de la Commission; il demande simplement ce qui est prévu pour le lendemain. On a tendance malheureusement à décider une chose en séance officielle pour en faire une autre pendant les consultations officieuses.

18. **M. Christiansen** (Danemark), parlant au nom de l'Union européenne, dit qu'il approuve pleinement les vues exprimées par le représentant du Venezuela selon lequel tous les rapports concernant les incidences sur le budget-programme doivent être examinés ensemble. Néanmoins, il propose que la Commission organise ses réunions de façon à pouvoir examiner ces incidences, en laissant de côté les chiffres définitifs qui doivent être soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avant de revenir à la Cinquième Commission. Il envisage un document analogue à celui que la Commission avait produit à l'issue de son examen des incidences sur le budget-programme en 2001, autrement dit un document extrêmement structuré avec une série de rubriques concernant les recommandations que la Commission exposait ses recommandations à l'Assemblée générale. Si la Commission est en mesure de décider d'avance du libellé de ce cadre, au besoin en prévoyant d'autres solutions entre parenthèses qui pourront être ajoutées ou supprimées, il lui restera simplement à arrêter le texte définitif une fois qu'elle aura les chiffres nécessaires. Elle fera ainsi le meilleur usage du peu de temps qui lui reste. Tout en rappelant que la Commission continue de réclamer que tous les documents dont elle a besoin lui soient fournis avant qu'elle prenne ses décisions, M. Christiansen propose simplement une solution pratique à un problème pratique.

19. **M. Pulido León** (Venezuela), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la proposition du représentant du Danemark est viable à condition que la Commission accepte de ne pas se prononcer au sujet des montants avant d'avoir toutes les informations nécessaires.

20. **Le Président** considère que la Commission souhaite procéder selon ce que le représentant du Danemark a proposé et ce que le représentant du Venezuela a approuvé.

21. *Il en est ainsi décidé.*

22. **Mme Silot Bravo** (Cuba) dit que sa délégation n'est pas au courant de ce que la Commission avait décidé de tenir des consultations officieuses au sujet du projet de budget-programme avant que le Groupe des 77 et la Chine aient eu l'occasion d'exposer leurs vues à une séance officielle. Le Groupe des 77 et la Chine représentent un vaste bloc d'États Membres qui doit avoir l'occasion d'exposer ses vues dans les mêmes conditions que d'autres groupes plus petits.

23. **Le Président** note qu'avec l'accord du représentant du Venezuela, parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, la Commission a déjà décidé de tenir des consultations officieuses en attendant la déclaration officielle que le Groupe des 77 et la Chine feront le lendemain. La Commission devant travailler dans des délais très brefs, il espère que la représentante de Cuba acceptera cet écart par rapport à la pratique normale de la Commission.

24. **Mme Silot Bravo** (Cuba) dit que, malgré l'assentiment du Groupe des 77 et de la Chine, sa délégation ne peut pas accepter la proposition de consultations officieuses sur ce point avant que le groupe ait eu l'occasion d'exposer ses vues dans un débat général. L'objet de celui-ci, c'est de faire apparaître des positions sur lesquelles un accord pourra éventuellement se faire ultérieurement au cours des consultations officieuses.

25. **M. Elgammal** (Égypte) est réticent devant cette proposition qui ne correspond pas à la pratique normale de la Commission. Des consultations officieuses qui auraient lieu avant l'achèvement du débat général sur le même point seraient déséquilibrées car les membres ne connaîtraient pas la position de tous les groupes.

26. Bien que la proposition selon laquelle le Groupe des 77 et la Chine pourraient faire leur déclaration officielle avant que la Commission n'entame des consultations officieuses soit correcte, le Président dit qu'elle pèsera lourdement sur le programme de travail de la Commission. Il demande instamment la coopération et la compréhension des États Membres.

27. **M. Pulido León** (Venezuela), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'il accepte la proposition présentée par le représentant du Danemark au nom de l'Union européenne pour que la Commission tienne des consultations officieuses

uniquement en ce qui concerne les incidences sur le budget-programme. A son sens, il n'a pas été question dans la proposition d'examiner l'esquisse budgétaire.

28. **M. Christiansen** (Danemark), parlant au nom de l'Union européenne, regrette que certaines délégations aient du mal à aller dans le sens qu'il a proposé. Il a eu pour seul objet de hâter les travaux de la Commission. Il souhaite que le compte rendu officiel fasse état des profonds regrets de l'Union européenne au sujet de la façon dont la non distribution de la documentation a gêné la Commission dans la conduite de son travail. Pour ne plus gaspiller un temps précieux, la Commission devrait se saisir de tout point en suspens au sujet duquel elle a déjà la documentation nécessaire. Il regrette que la Commission n'ait pas pu travailler de manière plus transparente et efficace.

29. **Le Président** considère que la Commission souhaite revenir sur sa décision antérieure et attendre la déclaration officielle que le Groupe des 77 et la Chine doivent faire sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 avant de procéder à des consultations officieuses sur ce point.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 20.